



Participation aux Activités Non Agricoles dans les Zones Rurales du Soudan: Les Tendances et Facteurs Déterminants

Ebaidalla M. Ebaidalla

Août 2020 / No. 684

Résumé

Malgré l'importance des revenus non agricoles quant aux moyens de subsistance de la population rurale au Soudan, les informations disponibles sur leur importance et leurs déterminants sont rares. Cette étude a examiné les tendances et les facteurs déterminants des décisions de participer à des activités non agricoles dans les zones rurales du Soudan. Elle examine également si les déterminants de la participation à des activités non agricoles varient selon les sous-secteurs agricoles et les groupes de revenus, ainsi que selon les hommes et les femmes. Les données de cette étude proviennent de l'enquête nationale de référence sur les ménages (NBHS) menée par le Bureau central

des statistiques du Soudan en 2009. Les résultats montrent que les revenus non agricoles sont une source cruciale de moyens de subsistance, contribuant à environ 43 % des revenus des ménages dans les zones rurales du Soudan. Les résultats des méthodes d'estimation Logit et Probit multinomiaux indiquent que le niveau d'éducation, le moyen de transport, le manque de terres et le manque d'accès au crédit formel sont les facteurs les plus importants qui poussent les agriculteurs ruraux à participer à des activités non agricoles. De manière surprenante, l'effet du revenu des ménages est positif et significatif, ce qui suppose que les individus issus de ménages riches ont plus de possibilités de participer à des activités non agricoles que leurs homologues pauvres. En outre, l'analyse a révélé certains aspects des disparités entre les sexes et les lieux d'implantation en ce qui concerne l'effet des facteurs qui influencent la participation à des activités non agricoles. L'étude s'est conclue par des recommandations visant à renforcer la participation à des activités non agricoles en tant que stratégie de diversification importante pour compléter le rôle du secteur agricole dans l'amélioration de l'économie rurale au Soudan.

Mots clés : *Diversification des revenus, revenus non agricoles, participation à la main-d'œuvre, Soudan*

Introduction

Face à des conditions économiques défavorables, la plupart des populations rurales des pays en développement ont tendance à tirer leur revenu de diverses sources et ne sont pas entièrement dépendantes de l'agriculture. En effet, une partie considérable des ménages ruraux des pays pauvres sont impliqués dans des activités non agricoles telles que le commerce et la fabrication rurale. Un grand nombre d'études empiriques ont montré que les activités non agricoles représentent une importante source de revenus pour les petits exploitants agricoles et contribuent à hauteur de 20 à 60 % au revenu total des ménages dans les zones rurales (Newman et Gertler, 1994 ; Reardon, 1997 ; Ellis, 1998 ; Lanjouw et Lanjouw, 2001 ; Adams, 2001 et Kimhi, 2004 ;).

Comme d'autres pays en développement, l'agriculture au Soudan est un secteur dominant et contribue en moyenne à environ 40 % du produit intérieur brut (PIB) total et emploie environ 75 % de la population totale. Le secteur agricole assure également la subsistance d'environ 70 % de la population totale, dont la plupart vivent dans des zones rurales (Banque mondiale, 2014). Toutefois, le rôle de l'agriculture dans la génération de revenus ruraux a remarquablement diminué au cours des dernières décennies, en raison de l'effondrement du secteur agricole. L'agriculture au Soudan s'est considérablement détériorée au cours des deux dernières décennies en raison des politiques gouvernementales, telles que l'adoption de programmes d'ajustement structurel, qui ont été lancés au début des années 1990. En outre, l'exploitation du pétrole à la fin des années 1990 a dévié l'attention du gouvernement de l'agriculture

vers l'industrie pétrolière. Ces facteurs ont affaibli la production agricole ; une grande partie des agriculteurs ruraux a donc été poussée vers des activités non agricoles pour compléter leur maigre revenu agricole ou pour égaliser les flux de trésorerie et la consommation intra-saisonnière. Toutefois, malgré le rôle important des activités non agricoles dans l'économie rurale, de nombreux petits exploitants n'ont pas été en mesure de diversifier leurs sources de revenus en se lançant dans des activités non agricoles génératrices de revenus. C'est pourquoi cette étude visait à étudier les facteurs qui encouragent les petits exploitants agricoles à participer à des activités non agricoles et à diversifier leurs sources de revenus.

Dans ce contexte, les principales questions de cette étude ont été : Quels sont les déterminants de la participation à des activités non agricoles ? Quelles sont les contributions des activités non agricoles au revenu et à l'emploi rural total ? Dans quelle mesure les déterminants de la participation à des activités non agricoles peuvent-ils varier entre les différents sous-secteurs agricoles et entre les agriculteurs et les agricultrices ?

En ce qui concerne l'importance et la pertinence politique, l'analyse entreprise par cette étude a été décisive pour plusieurs raisons. Premièrement, malgré l'importance des activités rurales non agricoles dans un pays en développement typique comme le Soudan, les informations disponibles sur sa taille, ses déterminants et les différents rôles qu'il peut jouer dans le développement économique sont maigres ; et il n'existe aucune étude empirique examinant les facteurs qui influencent la participation à des activités non agricoles et la diversification des revenus dans le Soudan rural. Par conséquent, les résultats empiriques issus de cette étude permettraient d'orienter les politiques appropriées pour améliorer les activités génératrices de revenus dans le Soudan rural. Deuxièmement, on ne peut ignorer les disparités entre les sexes dans les facteurs qui influent sur la participation à des activités non agricoles. En effet, la participation des femmes et des hommes peut être affectée différemment en raison de l'inégalité spécifique au genre dans l'éducation et sur le marché du travail et dans les normes en vigueur concernant le rôle des femmes et des hommes dans la société. Ainsi, en plus d'étudier les déterminants de la participation pour l'ensemble de l'échantillon, l'étude a également examiné les effets différenciés selon le sexe des facteurs qui influencent la participation à des activités non agricoles. Cela serait crucial pour concevoir une stratégie efficace susceptible d'autonomiser les femmes et de réduire l'inégalité entre les sexes dans les zones rurales du Soudan. Troisièmement, le secteur agricole au Soudan est classé en deux sous-secteurs en termes d'irrigation : le sous-secteur irrigué et le sous-secteur pluvial. Les deux secteurs sont différents en termes de caractéristiques de localisation, de types de cultures et d'intrants utilisés dans les activités agricoles. Par conséquent, les facteurs qui influencent la participation des membres du ménage aux activités agricoles et non agricoles peuvent varier selon ces sous-secteurs. Ainsi, cette étude a examiné les déterminants de la participation à des activités non agricoles dans les systèmes

irrigués et pluviaux. Cela pourrait être utile pour concevoir des politiques appropriées en faveur des pauvres afin de répartir les infrastructures et les services entre les zones irriguées et les zones pluviales.

Le marché du travail et les tendances des activités non agricoles dans les zones rurales du Soudan

En raison de la vulnérabilité économique, des inégalités et de la baisse de la productivité agricole au cours des dernières décennies, le marché du travail rural au Soudan s'est remarquablement élargi. Certaines études antérieures (par exemple, El Mangouri, 1990 ; Mohamed, 1986) ont affirmé que durant les années 1970 et 1980, le marché du travail rural était très restreint et que le taux de salaire ne reflétait pas la productivité marginale de la main-d'œuvre. Leurs justifications étaient basées sur l'argument selon lequel la terre est disponible dans les zones rurales et les grandes opérations agricoles telles que le reboisement et le désherbage étaient synchronisées. Cependant, d'autres études contredisent ce point de vue (par exemple, Babiker et Ahmed, 1988 ; Kevane, 1994 ; Babikir et Babiker, 2007), en soutenant que le marché du travail existe dans les zones rurales du Soudan. En raison de la répartition inégale des terres entre les ménages ruraux, une partie importante de la population pratique l'emploi salarié dans les secteurs agricole et non agricole. De même, les opérations agricoles ne sont pas entièrement synchronisées, mais peuvent varier en fonction du type de culture, ce qui explique que de nombreux agriculteurs peuvent se livrer à des activités non agricoles pendant la production hors saison. Kevane (1994) a trouvé des preuves d'un marché du travail actif dans les zones rurales de l'ouest du Soudan. Il a fait valoir que l'offre et la demande de main-d'œuvre affectent les taux de salaire et les modèles d'emploi. Babiker et Ahmed (1988) ont également confirmé l'existence d'un marché du travail dans les programmes agricoles du Nil Bleu, qui se trouvent principalement dans les zones rurales. En outre, Babikir et Babiker (2007) ont montré des preuves de taux élevés de participation au marché du travail rural dans l'agriculture irriguée, en particulier le programme Gezira.

Le marché du travail dans les zones rurales du Soudan est classifié en deux types de travail : les activités non agricoles et les activités agricoles. Les activités non agricoles comprennent des travaux tels que le travail indépendant non agricole et le travail salarié non agricole. Le travail agricole comprend le travail effectué par les agriculteurs dans leurs propres exploitations. L'offre de main-d'œuvre dans les zones rurales provient de la main-d'œuvre familiale et des migrants, qui comprennent les travailleurs occasionnels et réguliers (Babiker et Ahmed, 1988). Toutefois, la demande de main-d'œuvre provient principalement des agriculteurs plus riches qui possèdent de grandes exploitations et des biens d'équipement. L'autre partie de la demande de main-d'œuvre provient des activités de services comme la construction et le commerce. De plus, la main-d'œuvre dans les zones rurales du Soudan se caractérise par une faible productivité et des salaires peu élevés, comme dans d'autres pays en développement. La demande et l'offre de

main-d'œuvre sont également saisonnières en raison de la nature des activités dans les zones rurales. Par ailleurs, la participation des femmes au marché du travail rural est remarquable et varie selon les États et les groupes ethniques. Par exemple, dans les États occidentaux, la part des femmes sur le marché du travail est élevée, tandis que dans les États orientaux, leur participation est très faible en raison de certaines coutumes et traditions qui interdisent le travail des femmes.

Les principales activités non agricoles dans les zones rurales sont classées en trois catégories : emploi salarié dans des organisations privées, emploi salarié dans le secteur public et travail indépendant non agricole. L'emploi salarié dans les organisations privées et publiques comprend le travail salarié professionnel (par exemple, chauffeur), le travail salarié qualifié (par exemple, mécanicien) et le travail salarié non qualifié. Les employeurs de ce type de main-d'œuvre peuvent être petits et/ou grands, comme les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations gouvernementales, les citoyens et les entrepreneurs. La main-d'œuvre non agricole est concentrée dans le secteur des services comme la construction, les transports, la santé, l'éducation et le commerce de détail. Le travail indépendant non agricole comprend l'artisanat, la meunerie, le tissage, l'agroalimentaire, le commerce des céréales et du bétail, la collecte et la vente de bois de chauffage et la vente de produits alimentaires locaux.

Conclusion et recommandations politiques

Cette étude a examiné les modèles et les déterminants de la décision de participer à des activités non agricoles dans les zones rurales du Soudan. L'étude a utilisé la base de données de l'enquête nationale de base sur les ménages (NBHS) de 2009 pour les niveaux agrégés et sectoriels des systèmes d'irrigation agricole. Pour le contrôle de la robustesse, l'analyse a également été effectuée pour différentes catégories de revenus et pour les hommes et les femmes.

L'étude montre que les revenus non agricoles sont une source importante de revenus, contribuant à environ 43% du revenu total dans les zones rurales du Soudan. Ce résultat est conforme à la plupart des études précédentes menées dans les autres pays d'Afrique subsaharienne (par exemple, Reardon, 1997, Beyene, 2008 ; Babatunde et Qaim, 2010). Les résultats ont également révélé que l'emploi salarié non agricole représente la part la plus importante des revenus non agricoles, soit 53 %, tandis que le travail indépendant y contribue à hauteur de 47 %.

L'analyse empirique indique que le niveau d'éducation, l'âge, les dépenses par habitant, le taux de dépendance et la possession d'une moto sont les facteurs les plus significatifs qui encouragent les individus à participer à des activités non agricoles.

Le carré de l'âge, la possession de terres, la distance par rapport aux centres urbains et l'accès au crédit agricole ont eu un impact négatif et significatif sur la participation à des activités non agricoles. En outre, les ménages résidant dans un système agricole irrigué avaient une probabilité plus élevée de participer à des activités non agricoles que ceux vivant dans un système pluvial. Les résultats empiriques indiquent également certaines variations dans les déterminants de la participation à l'emploi salarié et au travail indépendant.

De façon surprenante, l'impact du revenu des ménages a été positif et statistiquement significatif, ce qui suggère que les individus issus de ménages riches ont de meilleures chances de se lancer dans des activités non agricoles que leurs homologues pauvres. En effet, les ménages à revenus plus élevés possèdent des actifs et ont de meilleures chances d'accéder au crédit, ce qui permet à leurs membres de participer facilement à des activités non agricoles. En d'autres termes, cela signifie également que les personnes vivant dans des ménages pauvres ont moins de possibilités de diversifier leurs revenus. Par ailleurs, les résultats révèlent que les déterminants de la participation à des activités non agricoles varient entre les secteurs de l'agriculture irriguée et de l'agriculture pluviale. L'analyse indique également certains aspects de l'inégalité des sexes et des revenus dans les facteurs qui affectent la participation à des activités non agricoles.

À partir de ces conclusions, de nombreuses implications politiques peuvent être tirées. Tout d'abord, les barrières à l'entrée des activités non agricoles devraient être supprimées pour faciliter la participation des membres défavorisés du ménage, comme les pauvres et les femmes, à des activités non agricoles. Il convient donc d'adopter des mesures politiques qui améliorent les infrastructures, l'éducation et l'accès au crédit, de manière à accroître la capacité des ménages (en particulier des ménages pauvres) à participer à des activités non agricoles. D'autre part, les stratégies de lutte contre la pauvreté qui visent à réduire la pauvreté dans les zones rurales devraient se concentrer sur les activités non agricoles, en tant que source complémentaire de revenus. Ainsi, les projets de micro finance qui ciblent les ménages pauvres doivent non seulement financer les entreprises agricoles, mais les activités non agricoles devraient faire l'objet d'une attention considérable en tant que stratégie de diversification.

L'agriculture étant toujours la principale source de revenus dans les zones rurales du Soudan, les décideurs politiques doivent également accorder une grande attention à l'amélioration de l'agriculture en soutenant les nouvelles technologies qui favorisent la production végétale et animale. En outre, les activités non agricoles devraient bénéficier d'une attention équivalente, car l'agriculture à elle seule peut ne pas garantir des moyens de subsistance suffisants pour la plupart des ménages agricoles. Ainsi, les activités non agricoles peuvent combler le fossé en augmentant directement le revenu des ménages et en fournissant des liquidités qui peuvent être

investies dans les intrants agricoles pour accroître la productivité agricole. Il convient donc de veiller à adopter des politiques visant à renforcer le rôle des deux secteurs (agricole et non agricole) dans l'amélioration de l'économie rurale et du bien-être des ménages ruraux pauvres. Plus précisément, les approches visant à développer l'agriculture doivent être équilibrées par celles qui encouragent les investissements dans les petites entreprises. Par exemple, l'accès au crédit peut soutenir à la fois les entreprises agricoles et non agricoles. En outre, les entités gouvernementales compétentes devraient accorder une attention particulière aux infrastructures physiques qui réduisent les coûts de transport et de transaction dans les deux secteurs afin d'accroître les possibilités d'emploi en général. De plus, les disparités entre les facteurs qui affectent la participation à des activités non agricoles dans les systèmes irrigués et pluviaux et entre les hommes et les femmes indiquent la nécessité pour les décideurs politiques de prendre en compte la nature spécifique du sexe et du lieu pour soutenir l'accès aux activités non agricoles.

Enfin, pour compléter le point de vue sur les activités non agricoles dans le Soudan rural, la question des activités non agricoles doit être analysée plus en profondeur dans de nombreuses dimensions. Tout d'abord, il serait important d'analyser l'effet des revenus non agricoles sur la réduction de la pauvreté et des inégalités dans les zones rurales. Deuxièmement, une étude empirique doit être menée pour examiner si les revenus agricoles et non agricoles se chevauchent les uns les autres. Enfin, il serait très utile de réaliser une étude pour examiner l'impact des revenus non agricoles sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Références

- Adams, R. 2001. Non-farm income, Inequality, and Poverty in Rural Egypt and Jordan, Policy Research Working Paper No. 2572, World Bank., Washington, D.C.
- Babatunde, R. and M. Qaim. 2010. "Impact of off-farm income on food security and nutrition in Nigeria". *Food Policy*, 35(4): 303–11.
- Babiker, B. and M. Ahmed. 1988. "Labour supply for cotton picking in the Blue Nile agricultural schemes of the Sudan". *Journal of Agricultural Administration and Extension*, 28(3): 217–25.
- Babikir, O. and B. Babiker. 2007. "The determinants of labour supply and demand in irrigated agriculture: A case study of the Gezira Scheme in Sudan". *African Development Review*, 19(2): 335–49.
- Beyene, A. 2008. "Determinants of off-farm participation decision of farm households in Ethiopia". *Agrekon*, 47(1): 140–61.
- El Mangouri, H. 1990. "Dry land management in the Kordofan and Darfur provinces of Sudan". In J. Dixon, D. James and P. Sherman., *Dry land Management: Economic Case Studies*. London: Earthscan Publications, Ltd.
- Ellis, F. 1998. "Household strategies and rural livelihood diversification". *The Journal of Development Studies*, 35(1): 1–35.

- Kevane, M. 1994. "Village labour markets in Sheikan District, Sudan". *World Development*, 22(6): 839–57.
- Kimhi, A. 2004. "family composition and off-farm participation decisions in israeli farm households". *American Journal of Agricultural Economics*, 86(2): 502–12.
- Lanjouw, J. and P. Lanjouw. 2001. "The rural non-farm sector: Issues and evidence from developing countries. *Agricultural Economics*, 26(1): 1–23.
- Lanjouw, P., and Shariff, A. (2004). Rural non-farm employment in India: Access, incomes, and poverty impact. *Economic and Political Weekly*, 4429-4446.
- Newman, J. and P. Gertler. 1994. "Family productivity, labour supply, and welfare in a low-income country". *The Journal of Human Resources*, 29(4): 989–1026.
- Reardon, T. 1997. "Using evidence of household income diversification to inform study of the rural nonfarm labour market in Africa". *World Development*, 25(5): 735–47.
- Reardon, T., J. Berdegúe, J. and G. Escobar. 2001. "Rural non-farm employment and incomes in Latin America: Overview of issues, patterns and determinants". *World Development*, 29(3): 395–409.
- World Bank (2014). World Development Indicator, Washington, D.C.: The World Bank. Accessed on 13th March 2014.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org